

Partie 4

Les transformations techniques,
économiques, sociales
et culturelles depuis 1945

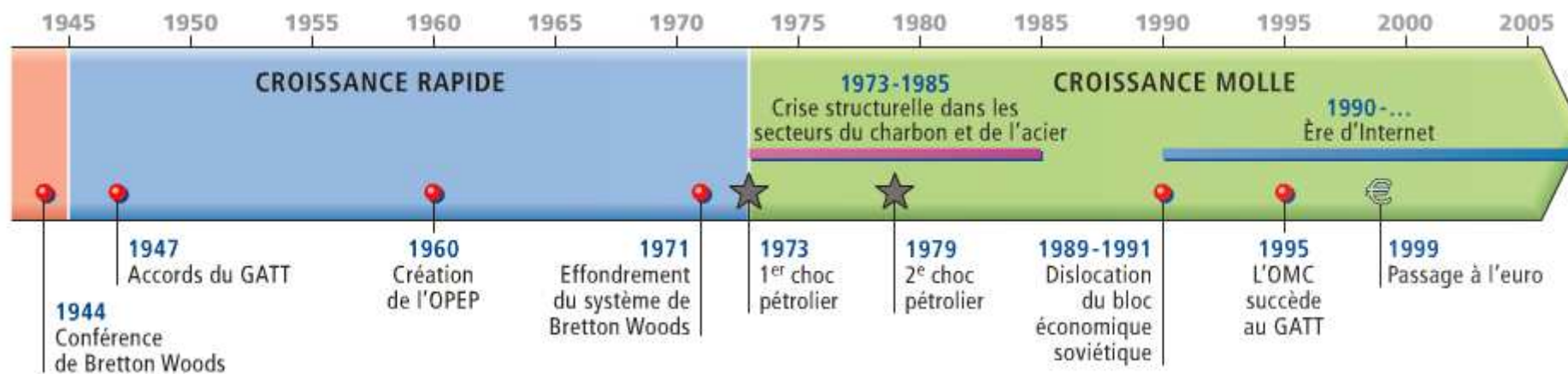
Chapitre 11

Les mutations économiques depuis 1945

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie a subi une évolution radicale. Les performances économiques se sont accrues ; en moins d'un siècle, le niveau et les conditions de vie ont profondément changé. Des techniques qui, il y a 60 ans, appartenaient encore au domaine de l'utopie, sont désormais devenues une réalité quotidienne.

Pourtant, une part importante de la population mondiale continue de vivre dans la pauvreté. Loin de diminuer, les écarts de niveau de vie se sont creusés, mais les « gagnants » doivent aujourd'hui relever de nouveaux défis.

- ▶ Comment de tels bouleversements ont-ils pu voir le jour ?
- ▶ Quelles sont les conséquences politiques et sociales de ces mutations économiques ?





1

La robotisation du travail

Chaîne de montage de voitures, usine Renault de Flins, 1984.



2

La mondialisation de l'économie et du travail

Chaîne de production de l'usine Reebok en Chine, 1994.

1. L'économie à la fin de la Seconde Guerre mondiale

Comment s'opère la transition de l'économie de guerre à l'ordre économique mondial de l'après-guerre ?

Les conséquences économiques de la Seconde Guerre mondiale

Les conséquences économiques de la Seconde Guerre mondiale sont radicales et mondiales. Pendant la guerre, les capacités de production sont mises au service de l'économie de guerre, ce qui entraîne une pénurie croissante des biens de consommation, des goulots d'étranglement pour les matières premières et une rupture des anciennes relations commerciales ; dans le même temps, de nouvelles coopérations se mettent en place.

Dans les zones de conflit, des secteurs entiers de l'économie sont bloqués. Les pays occupés sont systématiquement spoliés et exploités. Dans les États qui, grâce à leurs réserves, peuvent exporter des armements, la Seconde Guerre mondiale déclenche au contraire un immense essor économique.

La fin de la Seconde Guerre mondiale constitue pour les économies de tous les pays une rupture profonde. Les pays impliqués dans le conflit doivent faire face au problème de la réinsertion de millions de soldats et parfois de plusieurs millions de réfugiés.

Les infrastructures de l'Europe centrale sont en grande partie hors d'état de fonctionner, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki ont été détruites par des bombes atomiques. Les destructions constituent le handicap majeur des économies d'après-guerre, mais la reconstruction représente aussi un énorme potentiel de croissance.

À la fin de la guerre : défis économiques et options pour l'avenir

Dès avant la fin de la guerre, il est clair que les conséquences du conflit rendent nécessaire l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Lors de la conférence de Bretton Woods aux États-Unis (1^{er}-22 juillet 1944), les adversaires de l'Allemagne et du Japon débattent des questions commerciales et monétaires restées en suspens. Mais ils réfléchissent surtout à la structure d'un nouveau système monétaire.

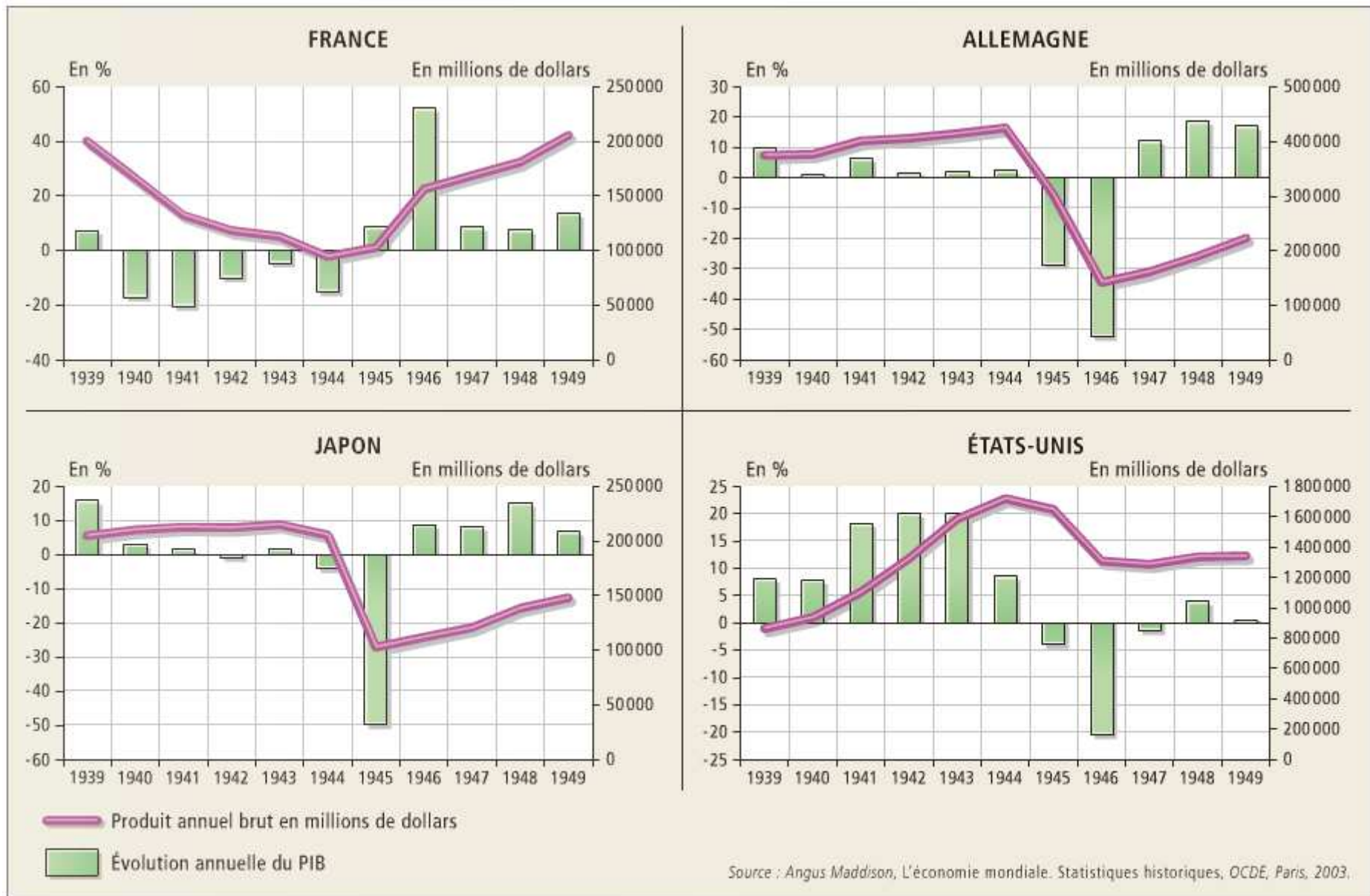
Les **accords de Bretton Woods** mettent en place un système de **taux de change fixes** attachés à l'or et à une **monnaie de référence**, le dollar américain. Il s'agit de favoriser la reprise du commerce mondial en lui offrant un cadre stable. Le Fonds monétaire international (**FMI**) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (**BIRD**) sont les deux institutions centrales du nouvel ordre économique mondial. Tandis que le FMI est une instance régulatrice et le sera jusqu'à la fin du système des taux de change fixes, la Banque mondiale est chargée d'accorder des prêts pour la reconstruction de l'Europe et pour l'aide au développement des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

Nouvel ordre économique et conflit Est-Ouest

Les résolutions de Bretton Woods consacrent la suprématie économique des États-Unis. Le système monétaire lie la politique monétaire des États membres au dollar. Les gouvernements participants n'ont plus d'autonomie en matière de politique monétaire. Au FMI et à la Banque mondiale, la répartition des voix est proportionnelle à la participation financière des États membres, ce qui renforce la position des États-Unis qui en sont les principaux contributeurs. Mais, en contrepartie, les États-Unis assument seuls la responsabilité de la reconstruction économique des pays ruinés par la guerre, notamment dans le cadre du plan Marshall présenté en 1947 (**voir dossier pp. 52-53**).

L'URSS participe à la conférence, mais en refuse les conclusions. Ainsi les accords de Bretton Woods constituent pour les décennies à venir la base des relations économiques au sein du monde occidental et annoncent le conflit Est-Ouest en gestation.

- ▶ **Accords de Bretton Woods** : système fondé en 1944 et destiné à assurer un cadre stable au commerce international par des taux de change fixes et par la mise en place, au cœur du dispositif, de la Banque mondiale et du FMI.
- ▶ **BIRD** (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) : aussi appelée « Banque mondiale », elle est créée en 1944 et installée à Washington. Elle est chargée de financer la reconstruction des pays ruinés par la guerre et d'aider les pays en développement.
- ▶ **FMI** (Fonds monétaire international) : créé en 1944, installé à Washington, il est chargé d'assurer la stabilité monétaire et financière du monde et éventuellement d'aider les États connaissant des difficultés financières. Le Fonds est constitué par les versements effectués en or et en devises par les États membres, proportionnellement à leur richesse.
- ▶ **Monnaie de référence** : monnaie qui détermine la valeur des autres monnaies. Dans un système de taux de change fixes, leur valeur est liée à la monnaie de référence par des accords.
- ▶ **Taux de change fixes** : taux de change qui ne s'établissent pas librement selon l'offre et la demande sur les marchés des devises, mais qui sont fixés et modifiés par des négociations entre les gouvernements.



1 L'évolution économique de quatre pays entre 1939 et 1949



2

Destruction et reconstruction

Briques provenant des maisons détruites, Berlin, 1945.

3

Les objectifs du Fonds monétaire international

ART. 1 – Les buts

Les buts du Fonds monétaire international sont les suivants :

1. Promouvoir la coopération monétaire internationale au moyen d'une institution permanente fournissant un mécanisme de consultation et de collaboration en ce qui concerne les problèmes monétaires internationaux.

2. Faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique.

3. Promouvoir la stabilité des changes, maintenir entre les États membres des régimes de change ordonnés et éviter les dépréciations concurrentielles des changes.

4. Aider à établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes entre les États membres et à éliminer les restrictions de change qui entravent le développement du commerce mondial.

Extrait des statuts du Fonds monétaire international,
22 juillet 1944.

2. L'économie mondiale entre 1945 et 1973 : croissance et prospérité

*Comment évolue l'économie mondiale durant les décennies qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale ?
Quelles en sont les conséquences sociales ?*

Une croissance inédite

Les années 1945-1973 connaissent une croissance économique qui conduit à une prospérité jusque-là inédite. L'économie mondiale triple en volume et la productivité par tête double entre 1950 et 1973. Cette évolution est commune aux pays industrialisés de l'Ouest, aux pays communistes et aux pays en voie de développement. En dépit de deux périodes de récession, en 1958 et en 1967, ces trente années sont marquées par une croissance économique d'une intensité et d'une continuité exceptionnelles.

Les raisons de cette évolution sont multiples :

- Les destructions de la Seconde Guerre mondiale entraînent une forte reprise de l'activité économique car il faut rebâtir les logements, les infrastructures et les sites de production, en Europe comme en Asie.
- L'essor du commerce international est favorisé par la mise en place du système de Bretton Woods et par la signature des accords du **GATT** en 1947.
- Les sept compagnies pétrolières, les *majors* qui dominent le marché du pétrole, s'entendent pour augmenter la production, ce qui entraîne la baisse des prix du pétrole.
- La guerre de Corée (1950-1953) fait croître la demande d'armements ; les capacités de production sont totalement mobilisées.
- L'innovation technique et l'abaissement des coûts de fabrication favorisent l'essor de la production et de la consommation de masse.

► **GATT** (*General Agreement on Tariffs and Trade*) : « Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce » négocié en 1947 qui prévoit avant tout de faciliter le commerce entre les pays, notamment par la suppression des droits de douane et des licences d'importation. Le GATT a été étendu au cours de nombreux cycles de négociations. Il est à l'origine de l'OMC.

Prospérité croissante et consommation en hausse

Les besoins des populations vivant dans les pays industrialisés augmentent avec la croissance économique. Ainsi apparaît la **société de consommation**. L'acquisition d'une voiture individuelle, d'un téléviseur ou d'un réfrigérateur, d'un ameublement à la mode, de même que le tourisme à l'étranger deviennent accessibles à une grande partie de la population. Cette demande constitue dans le même temps le principal moteur de la croissance.

C'est l'époque du **plein-emploi** : en Allemagne de l'Ouest, comme en France, des travailleurs immigrés (« *Gastarbeiter* » en allemand) sont recrutés afin de répondre à la demande croissante de main-d'œuvre. Ainsi se diffuse l'idée que les problèmes économiques du passé sont durablement surmontés et que s'ouvre une période illimitée de prospérité et de plein-emploi dans le cadre d'une **croissance économique exponentielle**.

Développement de l'État-providence

L'évolution économique permet aux sociétés occidentales d'étendre la couverture sociale en cas de maladie ou de chômage ainsi que la protection en faveur des retraités, dans le cadre de l'**État-providence**. En Allemagne de l'Ouest, le système de Sécurité sociale se développe. Il fonctionne grâce au versement de contributions par l'employeur et par l'employé, l'État assurant une fonction régulatrice.

En Grande-Bretagne, où le « *Welfare State* » est institué en 1945, c'est l'État qui finance directement par l'impôt la Sécurité sociale et l'assurance-maladie.

En France, les caisses de Sécurité sociale ont été initialement alimentées par les cotisations versées par les employeurs et les salariés, mais une partie des prestations sociales étendues par la suite aux non-salariés a été couverte par l'impôt. La France se place donc dans une situation intermédiaire entre « l'État social » allemand (« *Sozialstaat* ») et le « *Welfare State* » britannique.

- **Croissance économique exponentielle** : forme de croissance où le taux de croissance reste toujours le même (par exemple 2 %), mais comme la valeur de base (le PIB) augmente chaque année, la croissance n'est pas linéaire mais exponentielle.
- **Plein-emploi** : situation du marché du travail où tous les salariés en âge, ou en état de travailler peuvent trouver un emploi. Comme il est impossible d'obtenir un taux de chômage de 0 % en raison des périodes de transition entre deux emplois on parle de plein-emploi lorsque le taux de chômage est compris entre 0 et 2 %.

- **Société de consommation** : société dans laquelle la consommation de biens fabriqués en grande série alimente la croissance économique et modifie les comportements sociaux.
- **État-providence** (*Sozialstaat* en allemand) : système qui donne un rôle social important à l'État. Il garantit une protection contre la maladie, le chômage et la vieillesse. Cette protection est financée grâce à des contributions sociales obligatoires.



1
Notice d'emploi allemande d'un réfrigérateur Bosch, 1956

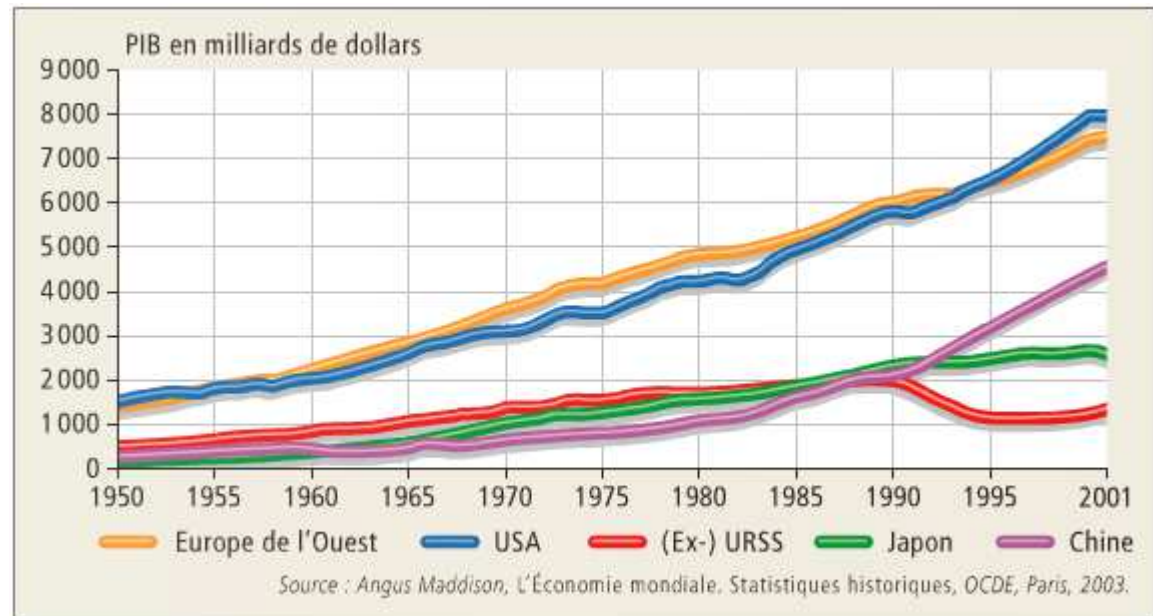
3

« La société d'abondance »

John Kenneth Galbraith, économiste et conseiller du président américain, s'exprime ici sur les conséquences de la prospérité.

La pauvreté était le trait dominant de ce monde. De toute évidence, elle n'est pas celui du nôtre. Les préoccupations d'un monde écrasé par la pauvreté ne sauraient être les mêmes que celles d'un monde où l'individu ordinaire a accès à toutes les commodités de l'existence – denrées alimentaires, divertissements, transport individuel, installations sanitaires – que même les gens les plus fortunés ne pouvaient s'offrir il y a un siècle. Le bouleversement a été tel que les gens ne sont même plus conscients de tous leurs désirs. Ces désirs ne leur deviennent évidents que lorsqu'ils sont suscités artificiellement, précisés et entretenus par la publicité et les campagnes de vente – deux domaines qui sont devenus deux de nos professions les plus importantes et qui comptent des spécialistes de grand talent. Au début du XIX^e siècle, rares étaient les gens qui avaient besoin d'un agent de publicité pour savoir ce qu'ils voulaient.

John Kenneth Galbraith, *L'Ère de l'opulence*, agence Michèle Lapautre, 1961.



4

Une croissance économique ininterrompue

Le tableau ne représente pas l'évolution des taux de croissance mais l'augmentation du PIB en valeur absolue. C'est pourquoi on a pu parler de croissance exponentielle.

3. Une croissance ralentie depuis les années 1970

Comment expliquer le ralentissement de la croissance enregistré depuis les années 1970 au sein des pays industrialisés ?

Des taux de croissance en baisse

Durant la première moitié des années 1970, l'économie mondiale connaît pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un ralentissement durable. Dans l'ensemble, la croissance économique globale se poursuit, mais les **taux de croissance** annuels baissent. Après la conjoncture faste des premières décennies d'après-guerre, le niveau des prix augmente de manière significative. Presque tous les pays industrialisés sont confrontés à cette conjonction d'**inflation** et de **stagnation**, c'est la **stagflation**.

Le ralentissement de la croissance entraîne une aggravation sensible du taux de chômage et des problèmes sociaux qui en découlent.

Un essai d'explication : les facteurs politiques

On a cherché une première explication dans les facteurs politiques. Les États-Unis ont dû dévaluer le dollar en raison du **déficit** de leur balance commerciale et du coût financier de la guerre du Vietnam. Les autres pays industrialisés sont à leur tour incités à modifier leur politique monétaire, et refusent de s'aligner sur un dollar inflationniste. On a ainsi assisté, au début des années 1970, à l'effondrement du système des taux de change fixes institué à Bretton Woods

D'autres événements politiques, la guerre du Kippour entre Israël et ses voisins arabes (1973), la révolution iranienne (1979) et la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), ont provoqué la hausse des prix du pétrole. Ils ont aussi révélé la vulnérabilité de l'économie mondiale face aux crises politiques et militaires. Les pays industrialisés, hautement dépendants du pétrole, subissent le « choc pétrolier ». Des goulots d'étranglement dans l'approvisionnement énergétique ont entraîné des restrictions dans la vie quotidienne et dans la production.

- ▶ **Déficit commercial** : situation économique d'un pays qui exporte moins qu'il n'importe. À l'inverse, les sorties de devises sont plus importantes que les rentrées.
- ▶ **Inflation** : hausse générale du niveau des prix.
- ▶ **Stagflation** : situation de l'économie qui combine stagnation (croissance faible) et inflation.
- ▶ **Stagnation** : phase sans croissance économique ou de croissance très faible.
- ▶ **Taux de croissance** : évolution du produit intérieur brut d'une année sur l'autre.

Une approche différente : les limites de la croissance

D'autres interprétations soulignent ce qu'il y a de tout à fait exceptionnel dans la forte croissance enregistrée de 1945 à 1973. Depuis les années 1970, l'économie mondiale n'a jamais pu retrouver des perspectives de croissance aussi favorables que durant la phase de reconstruction d'après-guerre.

L'économie mondiale est cependant restée orientée à la hausse après comme avant 1973. La baisse du taux de croissance n'a pas signifié l'arrêt de la croissance. Elle a plutôt signifié le fait qu'elle ne pouvait se poursuivre à l'infini. Dans cette perspective, la transition de la croissance exponentielle des années 1950 et 1960 à la **croissance linéaire** des années 1970 apparaît comme un processus normal.

Les critiques à l'encontre d'un modèle de croissance non maîtrisé et destructeur pour l'environnement se sont multipliées depuis les années 1970. Les catastrophes, comme l'accident chimique de Seveso dans le nord de l'Italie (10 juillet 1976) ou la pollution de l'air et de l'eau, font naître des doutes sur l'opportunité de poursuivre le développement économique au rythme des décennies précédentes. Ces questions figurent dès 1972 dans le rapport du **Club de Rome** sur la situation de l'humanité, qui se demande si les limites de la croissance ne sont pas atteintes.

- ▶ **Club de Rome** : comité de scientifiques et de chefs d'entreprise fondé en 1968 qui débat de la situation économique et sociale de l'humanité ainsi que des questions du maintien de la paix. En 1972, le Club de Rome a publié un rapport très remarqué, *Halte à la croissance ?*
- ▶ **Croissance linéaire** : forme de croissance dans laquelle l'augmentation du produit intérieur brut est chaque année la même en valeur absolue ; au contraire de la croissance exponentielle, dans laquelle ce sont les taux de croissance qui sont constants en pourcentage.

Taux de croissance annuel moyen du PIB mondial				
1820-1870	0,93 %			
1870-1913	2,11 %			
1913-1950	1,85 %			
1950-1973	4,91 %			
1973-1998	3,01 %			
Taux de croissance annuel moyen du PIB par heure travaillée (en %)				
	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1998
France	1,74	1,92	5,03	2,54
Allemagne	1,56	0,75	5,86	2,38
Italie	1,66	1,96	5,77	2,27
Royaume-Uni	1,22	1,67	3,09	2,19
États-Unis	1,92	2,48	2,77	1,52
Japon	1,99	1,80	7,74	2,70
<i>Source : Angus Maddison, L'Économie mondiale, une perspective millénaire, OCDE, 2001.</i>				

1 Évolution des taux de croissance (1820-1998)

2

« Halte à la croissance ? »

Le Club de Rome publie en 1972 un rapport établi par Dennis Meadows sur la situation de l'humanité.

Notre modèle global a été construit essentiellement pour traiter cinq tendances fondamentales qui sont d'intérêt universel – l'industrialisation accélérée, la croissance rapide de la population, la très large étendue de la malnutrition, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, et la dégradation de l'environnement. Entre ces tendances est tissé un réseau très dense et très divers de relations : l'évolution de ces tendances est une affaire de décennies, voire de siècles [...].

Nos conclusions sont les suivantes :

1. Si la population mondiale, le niveau d'industrialisation et de pollution, la production de denrées alimentaires et l'exploitation des ressources naturelles continuent de connaître le rythme de croissance actuel, d'ici un siècle les limites absolues de la croissance seront atteintes. Cela entraînera alors très vraisemblablement un recul rapide et irréversible de la population et de ses capacités industrielles.

2. Il nous paraît cependant possible de corriger ces tendances de façon à atteindre un équilibre écologique et économique durable. On pourra ainsi garantir

des conditions de vie agréables pour tous, tout en laissant à chacun la possibilité de développer ses propres capacités et d'atteindre ses objectifs personnels.

3. Plus l'humanité se décidera rapidement à atteindre ce point d'équilibre, plus vite elle agira en ce sens, plus ses chances de l'atteindre effectivement seront importantes.

Dennis Meadows (dir.), « Les limites de la croissance », in *Halte à la croissance ? Enquête sur le Club de Rome*, de Janine Delaunay, Paris, 1972.



3

Les excès de la croissance ? Un drame écologique

En 1976, un réacteur chimique explose en Lombardie (Italie), près de la ville de Seveso, et cause un rejet de dioxine dans l'atmosphère dont vont être victimes plus de 35 000 personnes. Un policier boucle l'accès à la zone contaminée.

L'économiste américain Paul Romer discute les conceptions du Club de Rome.

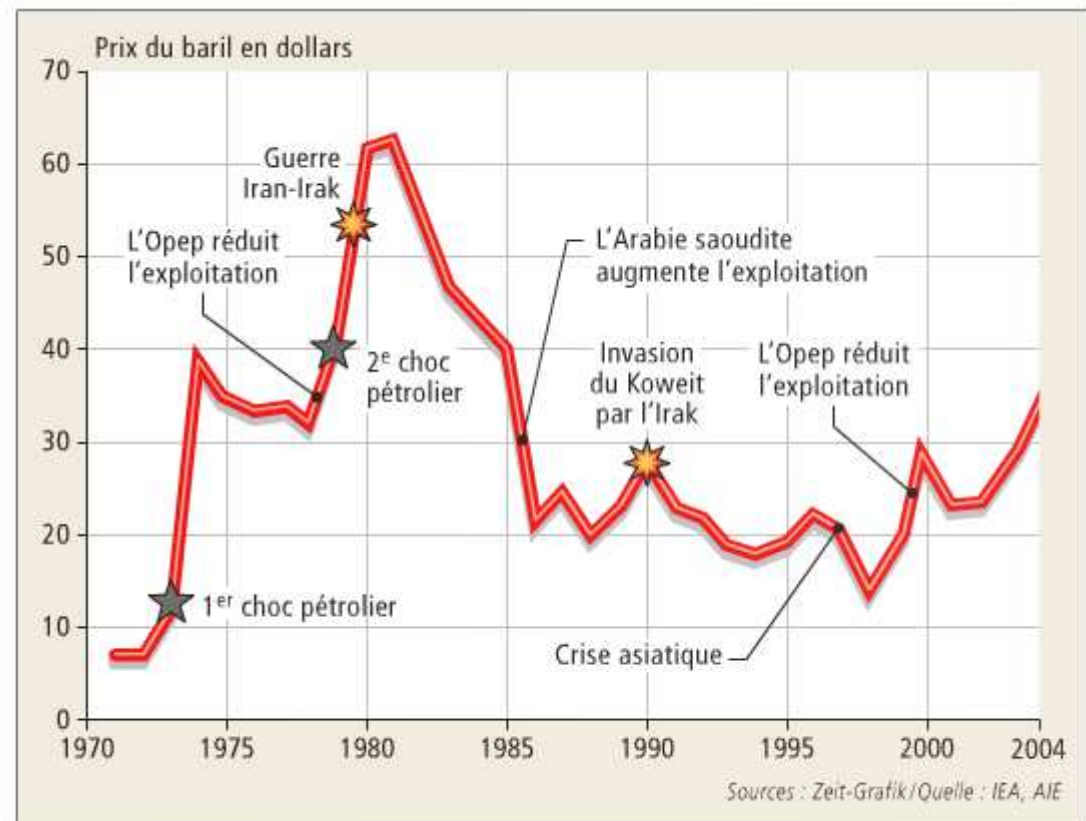
Toutes les prévisions sur les limites de la croissance sont complètement erronées. Pour le Club de Rome, l'économie nationale est une usine. À un bout de la chaîne, on a des matières premières, et à l'autre, des produits. Tôt ou tard, il n'y aura plus de matières premières, les mers sont polluées et l'air irrespirable. Ils n'ont tout simplement pas compris qu'une économie moderne ne fonctionne pas comme une usine.

Il n'y a pas de limite à la croissance. Nous fabriquerons de moins en moins de produits nuisibles à l'environnement, et de plus en plus de produits fondés sur le savoir comme, par exemple, de meilleures puces électroniques. Nous augmenterons à l'infini la valeur de notre planète. Ce qu'il y a de fascinant dans l'économie moderne, c'est que nous pourrions profiter beaucoup plus que par le passé de notre savoir et de nos inventions. Il se trouvera toujours des gens compétents pour découvrir de nouvelles idées, développer de nouveaux produits, fonder des entreprises, créer de la croissance et des emplois.

Paul Romer, *Wissenschaft Wachstum (Le Savoir comme source de croissance)*, *Unternehmer* 2/98.

Lors de la guerre du Kippour, en 1973, les pays arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) (voir leçon pp. 74-75) imposent un embargo aux États-Unis et aux pays qui soutiennent l'État d'Israël. Ils s'entendent pour réduire le volume de leur production. Cette décision provoque une forte augmentation du prix du pétrole, encore accentuée par la révolution islamique en Iran (1979) et par la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les pays industrialisés prennent alors vraiment conscience de leur dépendance à l'égard du pétrole bon marché.

Pour s'affranchir de cette dépendance et réduire leur facture pétrolière, les pays industrialisés se sont efforcés d'encourager les économies d'énergie et de promouvoir les énergies propres ou les énergies alternatives, en particulier l'énergie nucléaire.





2

Problèmes d'approvisionnement en pétrole aux États-Unis en 1973

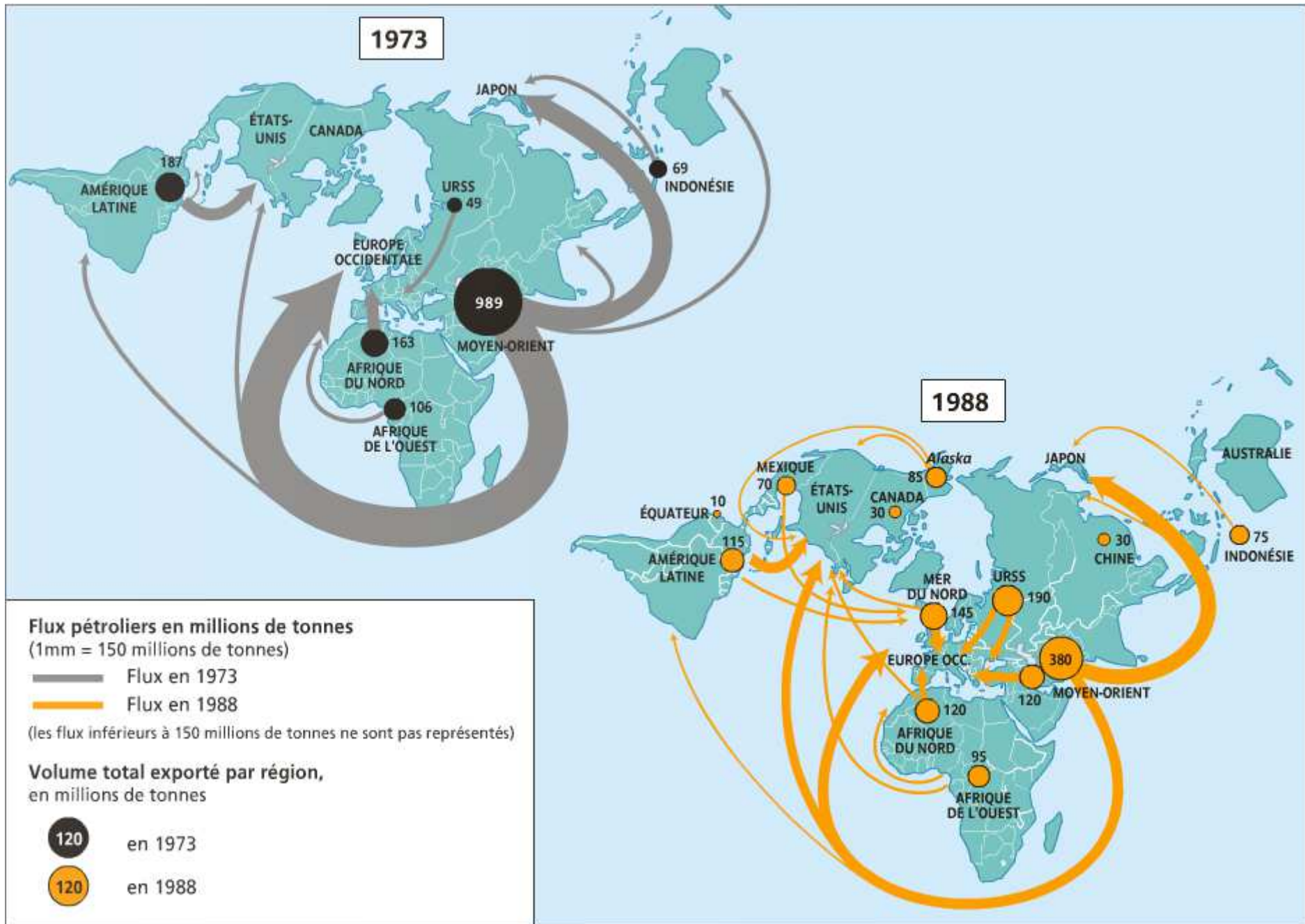
Devant la station essence, un panneau indique « Rupture de stock aujourd'hui ».

3

Croissance et énergie

L'expansion économique mondiale est manifestement liée à la disponibilité croissante de sources d'énergie. Nous sommes résolus à assurer à nos économies les ressources énergétiques nécessaires à leur croissance. Nos intérêts communs rendent nécessaire que nous continuions de coopérer afin de réduire notre dépendance vis-à-vis de l'énergie importée, par la conservation et le développement de sources alternatives. Par ces mesures, ainsi que par une coopération internationale entre pays producteurs et consommateurs conforme à leurs intérêts à long terme, nous n'épargnerons aucun effort pour assurer des conditions plus équilibrées et un développement harmonieux et régulier du marché énergétique mondial.

Déclaration du premier sommet économique mondial de Rambouillet, 1975.



5

Changement de cap (1973)

Tandis que durant les années passées l'économie américaine a connu une phase de forte croissance et que notre pays s'est développé, nos besoins en énergie ont commencé à dépasser les ressources disponibles. Au cours des derniers mois, nous avons pris plusieurs mesures pour augmenter ces ressources et réduire notre consommation. En dépit de tous nos efforts, nous savions cependant qu'une période de restrictions temporaires était inévitable.

Malheureusement nos prévisions pour cet hiver se trouvent gravement altérées en raison du récent conflit au Proche-Orient. Du fait de cette guerre, la plupart des pays exportateurs du Proche-Orient ont réduit leur production et stoppé leurs livraisons à destination des États-Unis. À la fin du mois, il nous manquera plus de 2 millions de barils de pétrole par jour, sur lesquels nous comptons.

Nous nous trouvons donc face à un fait incontournable : nous nous dirigeons vers le plus grave déficit énergétique que nous ayons connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Cet hiver, notre approvisionnement en pétrole sera d'au moins 10 % inférieur à nos besoins et ce chiffre pourrait même atteindre les 17 %. Même avant la guerre au Proche-Orient, ce risque de déficit avait fait l'objet d'intenses discussions. [...] Au terme de ces débats, un large consensus s'était dégagé : il nous fallait, en tant que nation, changer de cap.

À court terme, cela signifie que nous devons consommer moins d'énergie : cela veut dire donc, moins de chauffage, moins d'électricité, moins d'essence. À long terme, cela veut dire qu'il faut découvrir de nouvelles sources d'énergie, pour que nous puissions subvenir à nos besoins, sans être dépendants d'une quelconque autre nation.

Discours à la nation du président américain Richard M. Nixon
sur la politique à suivre face au déficit énergétique, 7 novembre 1973.

4. Restructurations économiques et politiques anti-crise (1970-1990)

Quels changements les mutations de l'économie entraînent-elles sur les sociétés et dans les modes d'intervention de l'État ?

Mutation des structures de l'économie

Les économies du monde occidental ont subi depuis le début de l'industrialisation de profondes **mutations sectorielles** qui se sont accentuées dans les années 1970 et 1980. Ces mutations de longue durée ont trois caractéristiques essentielles. En premier lieu, la part de l'agriculture (secteur primaire) recule dans le produit intérieur brut et dans la population active. Puis, la part de la production industrielle (secteur secondaire) augmente jusque dans les années 1960 et diminue ensuite. Enfin, la croissance de la part des services (secteur tertiaire) s'effectue de plus en plus au détriment de la production industrielle.

Les causes de cette évolution sont multiples : l'émergence de concurrents dans les pays en voie de développement qui produisent à des coûts moins élevés ; la diffusion de nouvelles technologies (robotisation) et l'emploi de nouvelles sources d'énergie (comme le nucléaire) ; les gains de productivité qui ont entraîné une chute de l'emploi dans les industries traditionnelles de main-d'œuvre, comme le charbon et l'acier.

► **Mutation sectorielle** : modification de la part des différents secteurs d'activité dans le produit intérieur brut.



Les champions du néolibéralisme

Ronald Reagan (président des États-Unis de 1981 à 1988) et Margaret Thatcher (Premier ministre britannique de 1979 à 1990) lors d'une conférence au sommet, Bonn, mai 1985.

Les conséquences sociales des restructurations économiques

Les conséquences sociales des restructurations économiques sont restées limitées tant que la main-d'œuvre provenant des secteurs en déclin a pu retrouver un emploi dans les branches plus dynamiques.

Ce n'est plus le cas depuis les années 1970, du fait du ralentissement de la croissance. Il apparaît de plus en plus clairement que les conditions très favorables qui ont présidé à la croissance dans la phase de reconstruction d'après-guerre ont contribué à masquer l'existence d'un « chômage structurel », dont les causes profondes sont à rechercher dans un processus de restructuration économique de longue durée.

La lutte contre la crise : du keynésianisme au néolibéralisme

De nombreux pays européens tentent, dans les années 1970, de relancer l'activité économique par des mesures d'inspiration keynésienne, par exemple la baisse des taux d'intérêt ou l'augmentation des dépenses publiques. Les secteurs les plus touchés par la crise, l'agriculture, les charbonnages ou la sidérurgie, bénéficient de mesures de soutien qui les protègent, totalement ou partiellement, des évolutions du marché mondial. C'est le cas pour l'agriculture, soutenue notamment dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC) de la Communauté européenne depuis le début des années 1960.

En Grande-Bretagne, le Premier ministre Margaret Thatcher choisit de rompre avec le keynésianisme. Elle souhaite rétablir le libre jeu de la concurrence et réduire les dépenses sociales versées par l'État. La fermeture des mines de charbon jugées non rentables, imposée par le gouvernement britannique en 1984-1985, a constitué le volet le plus controversé d'une politique connue sous le nom de « thatchérisme ».

Le président américain Ronald Reagan mène une politique analogue durant ses mandats de 1981 à 1988. Baisse des impôts, diminution des prestations sociales et dérégulation sont les points centraux de ce qu'on a appelé les « *Reaganomics* ». À la différence toutefois de Margaret Thatcher, Ronald Reagan soutient la croissance par un vaste programme d'investissements dans le secteur de l'armement. Ainsi, le nombre de chômeurs est divisé par trois, le taux d'inflation diminue de moitié, mais le montant du déficit budgétaire triple.

- **Chômage structurel** : chômage résultant des mutations intervenues dans les structures de l'appareil de production.
- **PAC** (Politique agricole commune) : elle doit aider à moderniser les campagnes, assurer des revenus décents aux agriculteurs et des prix raisonnables au consommateur, stabiliser les marchés et garantir la sécurité des approvisionnements.

- **Keynésianisme** : politique économique fondée sur les théories de l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946) qui vise à relancer l'activité économique par l'intervention de l'État, par exemple par la hausse des investissements publics et la baisse des taux d'intérêt (donc du crédit) durant les périodes de crise, et à ralentir l'activité économique par des mesures contraires en cas de « surchauffe ».

2 Mutations des structures économiques

Part en % du produit intérieur brut	France			République fédérale d'Allemagne			Royaume-Uni		
	1971- 1980	1981- 1990	1991- 2000	1971- 1980	1981- 1990	1991- 2000	1971- 1980	1971- 1980	1991- 2000
Agriculture, pêche	6,2	4,3	3,2	3	2	1,3	2,6	2	1,6
Industrie	37,3	32,2	27	44,6	40,3	33,5	41,8	39	30,9
Services	56,5	63,5	69,8	52,4	57,7	65,2	55,6	59	67,5

Source : Banque mondiale, 2004.

3 Pas d'augmentation de salaires sans hausse de la productivité

Le 12 octobre 1979, le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, expose ses conceptions de politique économique lors du congrès du Parti conservateur.

Aujourd'hui, nous avons à affronter de graves problèmes qui ont été entretenus et sont de plus en plus difficiles à résoudre. Nous les connaissons tous. Ils vont jusqu'aux racines des espoirs et des angoisses des simples individus – inflation élevée, chômage élevé, impôts élevés, conditions effrayantes dans l'industrie, taux de productivité le plus bas du monde occidental. [...]

Tous ces éléments sont étroitement liés.

On ne peut pas baisser les impôts sans maîtriser les dépenses de l'État. [...] Et l'inflation est un gros problème qu'on ne peut résoudre sans maîtriser les dépenses de l'État. Si le gouvernement dépense trop d'argent et emprunte de l'argent ou l'imprime pour couvrir le déficit, les prix et les taux d'intérêt vont continuer à augmenter. [...]

Mais il y en a qui croient avoir le droit de s'affranchir des conséquences de l'inflation. S'ils sont organisés, ils sont dans un syndicat puissant et suffisamment musclé pour imposer leur volonté sur le dos d'une communauté qui souffre.

[...] Lutter pour obtenir des hausses de salaires, c'est mépriser la productivité, le profit et tout ce qui contribue à la réussite. Les syndicats ignorent la réalité : or il y a une relation incontournable entre la prospérité et la production. [...]

La clé du bien-être n'est pas dans des salaires plus élevés, mais dans l'augmentation de la productivité. En 1979, nous avons entendu des discussions interminables sur les salaires. Combien de fois avons-nous entendu des débats similaires sur la façon d'augmenter la production ?

Les raisons pour lesquelles la Grande-Bretagne est aujourd'hui classée parmi les trois pays les plus pauvres en Europe ont peu à voir avec les salaires, mais tout avec la production.

Margaret Thatcher, discours lors du congrès du Parti conservateur, Blackpool, 12 octobre 1979.



4 L'agriculture, un secteur protégé

À Valenciennes, des milliers de paysans français, belges, luxembourgeois, allemands et britanniques protestent contre la politique agricole de la CEE ; ils réclament un doublement des subventions agricoles proposées par la Commission (avril 1973).

En % de la population active	1950-1973	1974-1983	1984-1993	1994-1998	2002
France	2	5,7	10	12,1	8,9
Allemagne	2,5	4,1	6,2	9	8,7
Royaume-Uni	2,8	7	9,7	8	4,9
Espagne	2,9	9,1	19,4	21,8	11,4
États-Unis	4,6	7,4	6,7	5,3	5,8
Japon	1,6	2,1	2,3	3,4	5,2

5 Évolution du chômage dans les pays industrialisés

5. La mondialisation : chance ou malédiction ?

En quoi consiste la mondialisation ?

Quelle est son influence sur les conditions de vie de la population mondiale ?

De l'économie mondiale libéralisée à la mondialisation

Le GATT contribue dès 1947 à la mise en place d'une économie mondiale, largement libéralisée. Les États membres du GATT se sont mis d'accord en plusieurs étapes pour faciliter les relations commerciales. Au cours des débats de l'Uruguay Round (1986-1994), les membres du GATT décident, en plus d'une nouvelle réduction des droits de douane, d'ouvrir plus largement les marchés agricoles, que l'Europe et les États-Unis ont jusque-là placés à l'abri par des mesures protectionnistes. Une organisation commerciale multilatérale permanente, l'OMC (Organisation mondiale du commerce), est fondée en 1995.

Depuis le début des années 1990, l'économie mondiale est placée sous le signe de la **mondialisation**, c'est-à-dire d'une interpénétration croissante des économies nationales. Les marchés de biens, de services et de capitaux se développent en franchissant les frontières nationales bien plus que par le passé. Les entreprises étendent leurs activités en réseau à l'échelle mondiale, tandis que la **division internationale du travail** s'accroît. La diffusion des nouvelles technologies d'information et de communication (TIC) joue un rôle essentiel dans ce processus.

► **OMC** (Organisation mondiale du commerce) : elle s'est substituée en 1995 au GATT, pour poursuivre la libéralisation des échanges et régler les différends commerciaux entre les États membres.

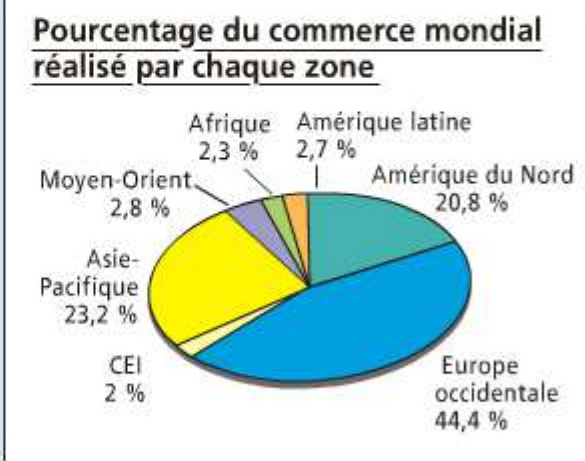
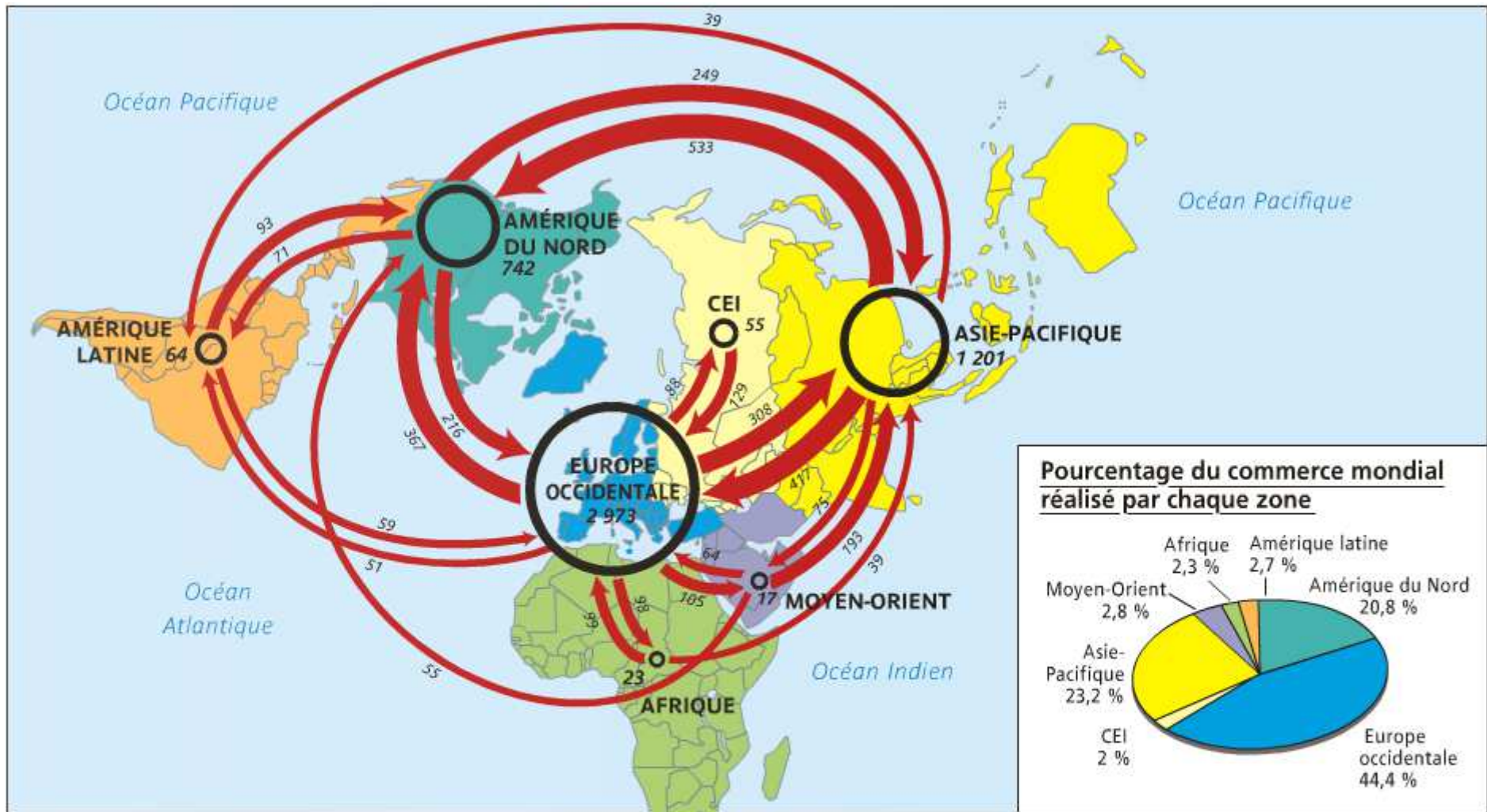
► **Division internationale du travail** : répartition géographique des activités économiques dans le monde en fonction des points forts de tel ou tel pays en tant que site de production (main-d'œuvre bon marché pour l'industrie textile en Chine).



1 Manifestation altermondialiste à Los Angeles (août 2000)

Ces manifestants protestent contre la politique libérale de l'OMC.

► **Mondialisation** : développement de l'économie et de la culture à l'échelle mondiale et non plus nationale, dû à plusieurs facteurs (libre-échange, firmes transnationales, TIC).

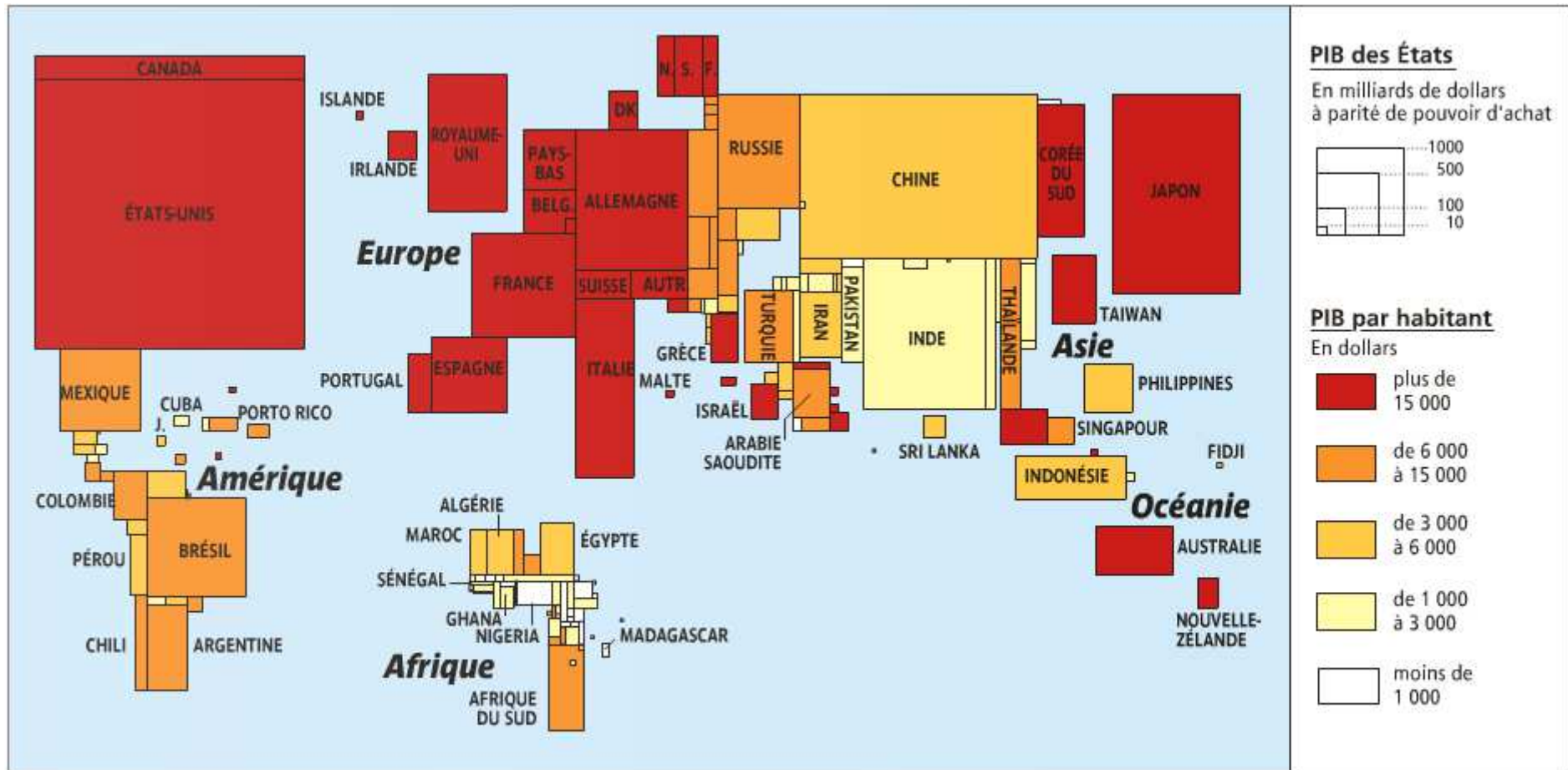


Zones définies par l'OMC

- Afrique
- Amérique du Nord
- Amérique latine
- Europe
- CEI
- Moyen-Orient
- Asie - Pacifique

Commerce

- 742 Commerce entre États de la même zone (chiffre en milliards de dollars)
- Commerce entre zones (flux supérieurs à 40 milliards de dollars)



3 La répartition de la prospérité en 2001

6. Marché ou planification ?

Les systèmes économiques de la guerre froide

Quelles sont les différences entre le modèle économique occidental et le système économique socialiste ?

Les systèmes économiques : des mécanismes de coordination

Dès son origine jusqu'à la fin des années 1990, la guerre froide n'est pas seulement un conflit entre deux systèmes politiques ; elle met également aux prises deux conceptions radicalement différentes de l'économie : la conception libérale du marché libre sur lequel les interventions de l'État ne peuvent être que limitées et la conception marxiste de l'**économie planifiée**.

Dès la fin de la guerre, l'Union soviétique s'efforce d'établir le plus rapidement possible des systèmes d'économie planifiée dans les pays qu'elle contrôle

. Dans le même temps, les États-Unis encouragent par leur aide financière, comme le plan Marshall, la reconstruction d'une **économie de marché** au sein du monde occidental.

- ▶ **Économie de marché** : ordre économique dans lequel les prix des marchandises et des services sont déterminés par le rapport entre l'offre et la demande, par le libre jeu du marché.
- ▶ **Économie planifiée** : système économique dans lequel la totalité de l'activité économique est planifiée et dirigée par une instance centrale, par opposition à l'économie de marché.

Le monde occidental : le marché au cœur de l'économie

L'économie du monde occidental est une économie de marché. Dans des conditions qui garantissent le fonctionnement de la concurrence, le prix du marché résulte du libre jeu des forces en présence, et guide le comportement économique des individus. Dans un contexte de concurrence forte du côté de la demande (les consommateurs), les biens rares sont échangés à des prix élevés. Dans un contexte de concurrence plus forte du côté de l'offre (les entreprises), les biens en quantité suffisante se négocient à des prix bas.

Le prix du marché est un révélateur des besoins plus ou moins importants. Il indique quelle marchandise est très, à peine, ou pas du tout, demandée. Les consommateurs sont incités par des prix bas à acheter des produits de grande diffusion, tandis que les producteurs sont incités à accroître la production des biens rares vendus à des prix plus élevés. Dans le même temps, la concurrence entre les producteurs mène à une augmentation de la qualité et à une baisse des prix. C'est ainsi que doit être assuré le meilleur approvisionnement possible d'un pays.

Ce modèle de base a été complété surtout au xx^e siècle. C'est ainsi que dans le système allemand d'**économie sociale de marché**, l'État veille au fonctionnement du marché en empêchant la constitution de **monopoles** et de **cartels** et en protégeant ses citoyens par un système d'assurances sociales en cas de difficultés.

- ▶ **Cartel** : accord entre plusieurs entreprises qui vise à éliminer la concurrence à leur profit.
- ▶ **Monopole** : position dominante d'une entreprise sur le marché d'un produit où elle n'a plus de véritable concurrent.

- ▶ **Économie sociale de marché** : en République fédérale d'Allemagne, système économique en grande partie mis en place par Ludwig Erhard (ministre de l'Économie de 1949 à 1963) qui repose sur le principe de la libre concurrence. Il prévoit aussi des interventions étatiques limitées pour garantir cette concurrence et un système d'assurances sociales.

Le monde socialiste : une planification centralisée qui contrôle l'économie

L'économie de l'Union soviétique et des États socialistes est fondée sur la théorie **marxiste** selon laquelle la propriété privée des moyens de production est à l'origine de l'exploitation du prolétariat (les travailleurs salariés qui sont dans une relation de dépendance) par la bourgeoisie (les entrepreneurs). Le dépassement du système d'exploitation capitaliste exige l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

En régime socialiste, l'État dirige l'économie à partir des organes de la planification centralisée qui fixent, pour chaque branche et pour chaque unité de production, les objectifs à atteindre. Incapables d'anticiper précisément et rapidement sur les besoins de l'économie, les objectifs de la planification socialiste ont rarement pu être réalisés et ont conduit à multiplier les goulots d'étranglement. Le système économique socialiste s'est effondré dans les années 1989-1991, du fait notamment de la pénurie généralisée dans le secteur des biens de consommation et de la priorité accordée au développement du complexe militaro-industriel dans le cadre de la course aux armements

► **Marxisme** : théorie de la société fondée sur les écrits de Karl Marx et de Friedrich Engels qui considèrent l'évolution de l'humanité comme un processus dont le stade final est le communisme. Ce processus se déroule en plusieurs étapes : l'exploitation, puis la lutte des classes, enfin la libération complète dans une société sans classes (le communisme). Le socialisme des démocraties populaires est considéré comme le stade préalable à cette société sans classes.

1

Pour un marché libre

Ludwig Erhard, ministre allemand de l'Économie (1949-1963) et père de l'économie sociale de marché, explique ici ses principales conceptions économiques.

Le règne d'une économie nationale libre qui exerce sur le profane une attirance presque mystérieuse commence précisément là où nous nous demandons comment il est possible que, chez nous, des millions de consommateurs trouvent sur le marché ce qu'ils souhaitent. [...]

La consommation s'inscrit dans un processus de remodelage permanent. Et pourtant, l'offre doit toujours satisfaire la demande. Ce « tour d'adresse » ne peut s'accomplir que si chaque chef d'entreprise, pour continuer à exister, n'a d'autre ambition que d'être « en phase avec le marché » et de ne pas perdre les faveurs des consommateurs, de leur proposer toujours quelque chose de mieux pour s'imposer dans la concurrence qui l'oppose aux autres entreprises du même secteur. Dans cette lutte pour tenir sa place sur le marché, il est tout simplement impossible d'éliminer la liberté des prix. [...]

Même si, par la suite, au cours de ce processus, il est parfois nécessaire de renoncer provisoirement aux bénéfices ou même que des pertes apparaissent, il est toujours avéré qu'une économie où règne la liberté d'entreprise possède une incroyable capacité d'adaptation et que c'est précisément cette « obligation de se maintenir » sur le marché qui est garante du progrès économique et qui fait que, le consommateur, c'est-à-dire le peuple dans son ensemble, profite toujours de l'augmentation de la productivité.

[...] Le chef d'entreprise ne peut pas faire mieux pour donner une justification morale à ses actes que d'être manifestement prêt à assumer le risque avec toutes les conséquences qu'il comporte.

Ludwig Erhard, *La Prospérité pour tous*, Paris, 1959.



2 Économie planifiée en RDA

On peut lire : « L'industrie lourde, base de l'indépendance et de la prospérité ». Affiche de propagande en faveur du premier plan quinquennal de RDA (1952). Elle représente le secrétaire général du SED, Walter Ulbricht, en conversation avec des ouvriers. Le développement de l'industrie lourde est l'objectif principal de ce premier plan quinquennal.

3

Nouvelle morale et productivité du travail

L'Académie des sciences de l'URSS explique ici, en 1958, les principes moraux du communisme.

La morale communiste, comme morale de classe qui élimine la propriété privée et construit la société sur la base de la propriété collective des moyens de production, est une force puissante dans le combat contre l'individualisme et l'égoïsme [...], dans le travail pour le bien de la société, dans le combat pour le bonheur commun, pour le bonheur du peuple, condition essentielle de leur bonheur personnel, dans les intérêts généraux leur intérêt personnel suprême. [...] « Le communisme commence là où de simples travailleurs, tout en réalisant un travail difficile, se préoccupent de façon désintéressée de l'augmentation de la productivité, de la protection [de tous] les produits qui ne profitent pas personnellement aux travailleurs, ni à ceux qui leur sont proches, mais à ceux qui leur sont lointains, c'est-à-dire à toute la société dans son ensemble » écrit Lénine. [...] Cette préoccupation est le fondement de toute morale communiste.

Académie des sciences de l'URSS,
Fondements de la philosophie marxiste, Moscou, 1958.

**4**

La demande dicte la production

Production à la chaîne à Detroit (États-Unis),
au début des années 1950.

Dossier

L'État-providence en crise

L'idée d'un système d'assurances sociales fondé sur la solidarité nationale fait l'objet, à la fin du xx^e siècle, d'un vaste consensus dans la plupart des pays européens, notamment en France et en Allemagne.

Selon des modalités variables d'un pays à l'autre, les États ont ainsi mis en place des procédures d'indemnisation en cas de chômage ou de maladie et institué des systèmes de retraite.

Pourtant, avec le ralentissement de la croissance et l'aggravation de la concurrence internationale qui résulte de la mondialisation, se pose la question du maintien du financement d'un État-providence aussi développé.

1

Les origines de l'État-providence

Publié en 1942 en Grande-Bretagne et vendu à 600 000 exemplaires, le rapport Beveridge prône l'organisation de la Sécurité sociale. C'est l'un des textes fondateurs de l'État-providence. Dans l'introduction, Beveridge expose les trois principes à la base de son projet.

Premier principe : les propositions pour l'avenir, même si elles doivent exploiter à fond l'expérience accumulée dans le passé, ne doivent pas se borner à prendre en compte les seules catégories ici concernées. Maintenant que la guerre abolit tous les repères, voici l'occasion d'utiliser sur un terrain neuf l'expérience acquise. À un tournant révolutionnaire de l'histoire du monde, l'heure est aux révolutions, non au replâtrage.

Deuxième principe : l'organisation des assurances sociales doit être considérée comme un élément d'une politique plus globale de progrès social. Le plein développement des assurances sociales peut apporter la sécurité des revenus ; c'est un assaut contre l'Indigence. Mais l'Indigence n'est que l'un des cinq géants qui barrent la voie de la reconstruction et d'une certaine façon c'est le plus facile à attaquer. Les autres sont la Maladie, l'Ignorance, la Misère et le Chômage.

Troisième principe : la Sécurité sociale doit être réalisée par la coopération entre l'État et l'individu. L'État doit apporter la sécurité pour les services sociaux et les cotisations. L'État, en organisant cette sécurité, ne doit pas supprimer tout esprit d'initiative et tout sens des responsabilités ; tout en établissant un secours minimum à l'échelle nationale, il doit encourager l'individu à rechercher spontanément à se procurer plus que ce minimum pour lui-même et sa famille.

William Beveridge, *Rapport sur les assurances sociales et services annexes*, 1942.

2

La crise de l'État-providence

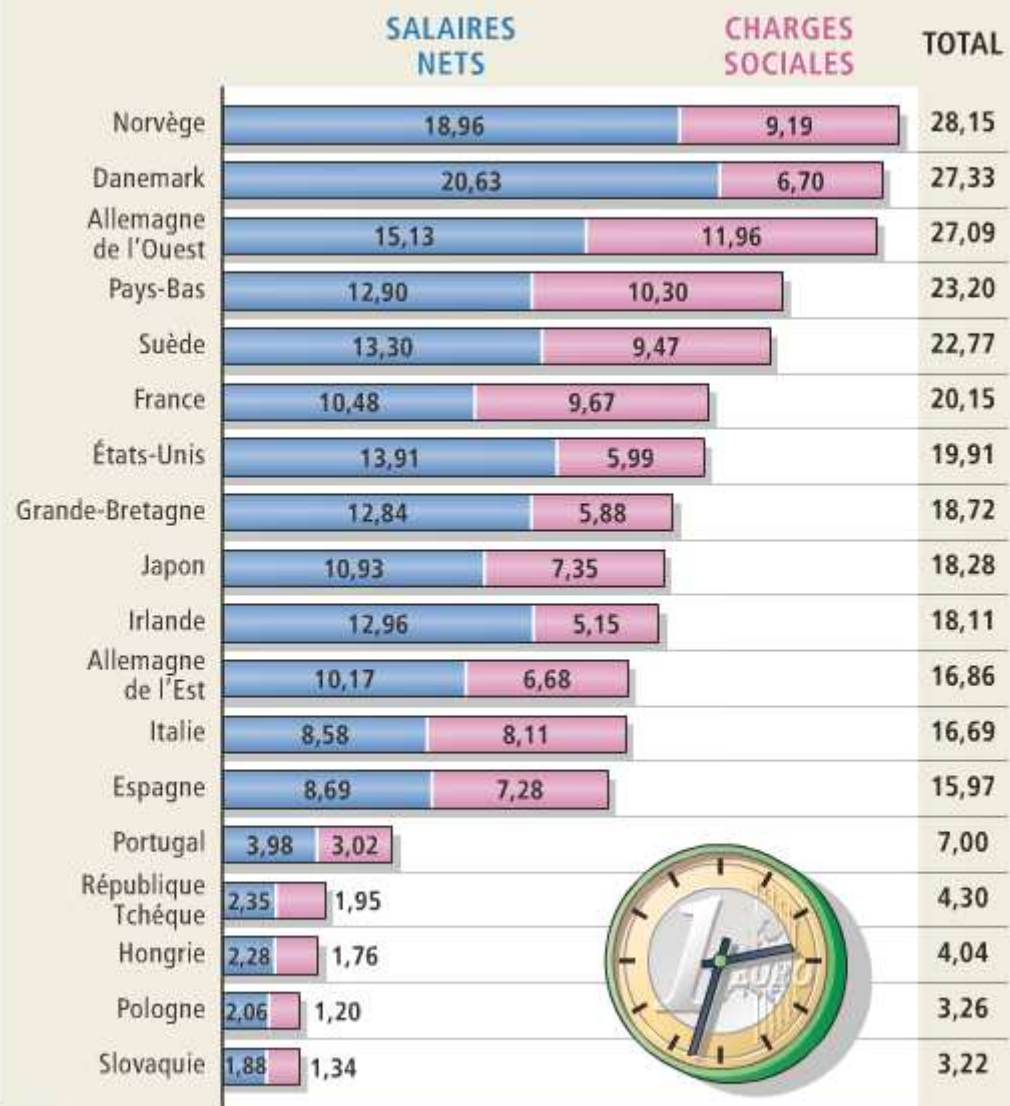
Selon l'historien français Pierre Rosanvallon, l'État-providence entre en crise à partir des années 1970, pour des raisons idéologiques (l'État est suspecté de mal gérer les problèmes sociaux), philosophiques (l'État-providence fonctionne comme une machine à indemniser, c'est « un État-providence compensateur ») et pour les raisons économiques exposées ci-dessous.

L'État-Providence est malade. Le diagnostic est simple : les dépenses sanitaires et sociales croissent plus vite que les recettes. D'où un lancinant problème de financement posé depuis vingt ans dans tous les pays industrialisés. Seule solution pour boucher les « trous » : augmenter les prélèvements obligatoires. Tous les experts ont maintenant l'œil rivé sur les taux de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) par rapport au produit intérieur brut (PIB). Il était, en France, de 35 % en 1970 [...] avant de franchir en 1990 la barre des 45 %. [...]

Combien de temps les choses pourront-elles continuer d'aller ainsi ? L'accroissement des impôts et des charges sociales ne risque-t-il pas de mettre en péril la compétitivité des entreprises et de saper le dynamisme de l'économie ? C'est la question qui est partout posée. Si les choses restent en l'état, la progression des prélèvements obligatoires se poursuivra en effet inexorablement. Si elles continuaient de croître au rythme actuel, les dépenses de santé absorberaient dans trente ans la quasi-totalité des ressources des ménages. Situation certes impossible, car il faudra bien continuer à se nourrir, se loger, se cultiver et se défendre. Mais ces projections ont le mérite de prouver par l'absurde qu'il n'est plus possible de poursuivre sur la voie actuelle.

Pierre Rosanvallon, *La Crise de l'État-providence*, Le Seuil, Paris, 1981.

Coût du travail horaire dans l'industrie en euros



3

Source : IW

Les coûts du travail en concurrence (2003)

L'État-providence : convergences franco-allemandes

Le journaliste économique Erik Izraelewicz analyse le comportement des Français et des Allemands face à la crise de l'État-providence.

Les problèmes de la protection sociale plongent les peuples dans un même abîme de perplexité et d'angoisse. Convergence de vues et confusion commune dans les esprits : c'est ce que révèle l'enquête réalisée par la SOFRES et l'Emnid [...].

Les Français et les Allemands sont extrêmement attachés à leur protection sociale. Ils sont conscients du privilège dont ils disposent, même par rapport à leurs voisins d'autres pays développés. [...]

Fiers, Français et Allemands n'en sont pas moins préoccupés par l'avenir de leur protection sociale. C'est là une autre convergence forte. 85 % des Français et 81 % des Allemands se disent « inquiets ». Ce sont les incertitudes sur le financement des systèmes de retraite qui alimentent les plus grandes alarmes. De part et d'autre du Rhin, les peuples analysent le phénomène de la même manière : ils attribuent l'essentiel des difficultés de l'État-providence aux « abus et gaspillages », au « vieillissement de la population » et à « l'accroissement du chômage ». [...]

Les Français comme les Allemands se disent convaincus de la nécessité d'une réforme de l'État-providence. Ils en approuvent le principe, mais ils la refusent systématiquement dès qu'il s'agit

de mesures concrètes. Les uns et les autres prônent la prudence. [...]

Lucides quant à l'analyse de leurs privilèges, les populations des deux pays sont aussi conscientes des menaces qui pèsent sur l'avenir de leur État-providence. Convaincues de la nécessité d'une réforme profonde, elles n'en rejettent pas moins chacune des pistes proposées.

Erik Izraelewicz, « Les problèmes de la protection sociale »
Le Monde, 20 septembre 1996.



« Touche pas à nos retraites »

Le 7 décembre 2003, un million d'Italiens manifeste à Rome contre une réforme des retraites.